

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 28 (1991)  
**Heft:** 1047

**Artikel:** Révolution statistique : les indices du bonheur  
**Autor:** Feller-Robert, Charlotte  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1020931>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 22.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Les indices du bonheur

*Il y a longtemps que l'on connaît les limites du revenu par habitant pour mesurer le niveau de vie des pays. Les Nations unies ont mis au point un nouveau mode d'évaluation. La Suisse y perd sa première place.*

(cfr) Jusqu'en 1990, les progrès du développement et le niveau de vie ont été mesurés par un seul indice: le revenu par habitant. Depuis près d'une génération les Suisses sont les plus riches du monde (bien qu'en termes réels, notre pays soit dépassé par les Etats-Unis et le Canada où le coût de la vie est moins élevé). Las de cet indice on ne peut plus matérialiste, les Nations unies ont, l'an dernier, effectué une révolution statistique en lançant «l'indicateur composite de développement humain» (IDH). Cet indicateur prend en considération les choix essentiels qui s'offrent aux individus: «La possibilité de mener une longue vie en bonne santé, d'acquérir des connaissances et d'accéder aux biens, à l'emploi et au revenu nécessaire pour bénéficier d'un niveau de vie décent». Pour les férus de statistiques, l'IDH combine l'espérance de vie à la naissance, l'éducation (alphabétisation et années de scolarité) et le revenu. Bien que ces trois données semblent difficilement additionnables, les Nations unies ont essayé différentes manières de les combiner et sont arrivées pratiquement aux mêmes résultats.

## La Suisse recule

Selon cette nouvelle classification, le Japon est le pays qui atteint le meilleur score. La Suisse passe au cinquième rang, précédée, outre le Japon, par le Canada, l'Islande et la Suède. Les révisions les plus déchirantes se voient dans la Pé-

ninsule arabique — chiffres d'avant la guerre du Golfe — où les pays redescendent de 30 à 50 échelons, et dans plusieurs pays africains (Angola, Gabon, Libye, Algérie). Si dans certains pays le niveau de revenu cache un faible développement humain, dans d'autres, par contre, le niveau de santé et d'éducation compense la faiblesse des revenus. La Chine par exemple, fait un saut spectaculaire du 133<sup>e</sup> au 82<sup>e</sup> rang sur les 160 pays que compte la planète. De même le Sri-Lanka remonte de 45 échelons, le Vietnam de 43, la Tanzanie de 29. Affaire à suivre, car les Nations unies sont en train d'affiner leur indicateur en fonction de la répartition des revenus et des disparités entre les sexes. Dans ce domaine, trente pays ont déjà été analysés et reclassifiés. Au palmarès du féminisme, les quatre pays nordiques et la France. La Suisse passe au onzième rang derrière le Canada, les Etats-Unis, l'Australie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Le niveau global élevé des revenus et de l'espérance de vie ne compense en effet pas la faiblesse de l'éducation et des salaires féminins. En Suisse, la moyenne des salaires féminins représente 68% de la moyenne des salaires masculins. C'est plus près du Japon où cette moyenne s'établit à 52% — la plus basse pour les pays industrialisés — que de l'Islande où les salaires des femmes atteignent 90% des salaires des hommes. C'est au niveau de l'enseignement su-

périeur que se trouve la disparité la plus criante: pour 100 étudiants, il n'y a que 66 étudiantes dans nos universités, le chiffre le plus bas de tous les pays industrialisés, Japon et Portugal compris. C'est évidemment très loin des pays nordiques ou de la France où il y a plus de femmes que d'hommes qui suivent l'enseignement supérieur.

Il faut dire que les Suisses vont peu nombreux à l'université. Un taux inférieur n'est enregistré dans les pays industrialisés, qu'en Angleterre, en Islande et au Luxembourg. Quant aux titulaires de diplômes supérieurs, ils ne représentent que 2,4% de leur groupe d'âge, le maximum étant atteint par la Norvège avec 19,9%.

## Des disparités diverses...

Les disparités entre hommes et femmes se manifestent de manières diverses selon les pays. Parmi les pays industrialisés, l'Islande atteint le maximum d'étudiantes universitaires (110) pour cent étudiants et le minimum de différence de salaires puisque la moyenne pour les femmes atteint le 90% de la moyenne pour les hommes. Mais aux Etats-Unis où il y a 106 étudiantes pour 100 étudiants, la moyenne des salaires féminins n'atteint que le 59% de la moyenne des salaires masculins. Il semble y avoir une plus forte corrélation entre le nombre de députées au Parlement et le niveau des salaires féminins. Là, la Suisse ne fait pas très bonne figure avec ses 16% de parlementaires femmes à côté des 52% de parlementaires norvégiennes, 46% de finlandaises, 45% de suédoises. Mais c'est tout de même mieux que dans beaucoup de pays européens: en France, en Angleterre et en Espagne, il n'y a que 7 députées par 100 députés, 9 en Belgique, 12 en Autriche.

## Répartition des richesses

Nous l'avons vu dans un article paru précédemment (DP n° 1045), le *Rapport mondial sur le développement humain* publié par les Nations unies présente des indicateurs sociaux qui ne sont pas brillants pour les pays industrialisés. Même si ces pays peuvent se targuer d'avoir atteint des niveaux élevés de revenus, d'espérance de vie et d'éducation, les manques restent nombreux.

«Les 20% les plus riches de la population ont un revenu de près de sept fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres». En Suisse, cette proportion est de 8,6 alors qu'aux Pays-Bas elle est de 5,6, en Allemagne fédérale de 5,7.

«Plus de la moitié des individus qui nais-

## Macabres comparaisons

En Suisse, les hommes se suicident deux fois et demi plus que les femmes. La tranche d'âge la plus touchée pour les hommes était, jusqu'en 1985, celle des 20 à 24 ans. Depuis lors on assiste à un glissement vers les 25 à 35 ans. Il y a également chaque année des pointes parmi les 40 à 50 ans et l'année 1983 a été particulièrement meurtrière. A partir de l'âge de la retraite, les taux mon-

tent régulièrement pour atteindre le maximum parmi les 85 ans et plus. Pour les femmes, les années difficiles étaient, jusqu'en 1986, celles situées entre 45 et 55 ans. Les femmes sont peut-être mieux préparées à la vie adulte mais moins prêtes à faire face au départ des enfants, à la reprise de la vie professionnelle ou à un divorce. Depuis 1986, la situation a changé: les taux accusent simplement une lente progression à travers les tranches d'âges et atteint son maximum entre 80 et 85 ans. Pour les hommes comme pour les femmes, le suicide est heureusement en baisse.

# La Suisse face au III<sup>e</sup> Reich

(cfp) L'étude du professeur Philippe Marguerat\* se concentre sur deux aspects de la situation suisse entre 1940 et 1945: Le Réduit national et la dissuasion économique. L'auteur est assez jeune pour ne pas avoir à justifier son attitude pendant les années difficiles et assez âgé pour avoir connu la génération du service actif. C'est un avantage car son livre propose des éléments d'appréciation qui permettent de mieux comprendre ce qui s'est passé et de ne plus juger la situation de manière émotionnelle au gré de sentiments personnels ou grégaires. On constate aussi que le général Guisan a su créer un sentiment d'unité sur son nom tout en n'étant pas le chef glorieux que certains voudraient voir en lui.

Le conseiller fédéral Pilet-Golaz n'avait peut-être pas tort de louvoyer alors que la solution du Réduit national était esquissée mais pas réalisée ce qui, de juin 40 à l'été 41, laissait un flou dans la défense que les Allemands n'ont heureusement pas été en mesure de déceler.

La partie consacrée à l'économie est passionnante à découvrir. Que penser d'un passage comme celui-ci: «*Le rôle monétaire de la Suisse s'explique, comme la stratégie du réduit, par la politique de «désarmement» de l'Entre-deux-guerre. Un effort d'armement massif eût favorisé l'inflation et provoqué des difficultés de balance des comptes, faisant peser sur la monnaie suisse la double menace de l'érosion du pouvoir d'achat et de la perte de valeur externe (face aux autres monnaies). Le franc n'eût été, à la veille de la guerre, qu'une monnaie faible, mûre pour un régime de contrôle des changes. Au lieu de cela, c'est une monnaie forte, prête à jouer le rôle de moyen de paiement international dans le cadre d'un régime de change libre. Bref, le «désarmement» de l'Entre-deux-guerre a rendu nécessaire la stratégie du réduit, possible le rôle monétaire de la Suisse. C'est là lien entre les deux atouts.*»

Le livre de M. Marguerat aidera à mieux se faire une opinion sur nos relations futures avec l'Europe actuelle tout en sachant bien que comparaison n'est pas raison. ■

\* Philippe Marguerat; La Suisse face au troisième Reich, éditions 24 Heures, collection «Cartes sur table», Lausanne, 1991.

## Couvet, commune énergétique

(réd) La commune de Couvet, dans le val de Travers, a confié à un bureau d'ingénieurs le mandat de réaliser une étude énergétique de la commune, dont le coût s'est élevé à 25 000 francs, somme prise en charge pour moitié par la commune et pour moitié par le canton de Neuchâtel. Il ressort de cette étude que des mesures d'économie et le remplacement d'une partie des combustibles utilisés par de l'énergie renouvelable et indigène (solaire et bois) permettrait de réduire de 22% la consommation de l'ensemble de la commune. Trois bâtiments ont été analysés en détail; il ressort que l'indice de dépense d'énergie de chauffage d'une villa pourrait passer de 680 mégajoules

par mètre carré et par an à 500 MJ/m<sup>2</sup>a; pour un immeuble locatif, cet indice pourrait passer de 955 à 620 MJ/m<sup>2</sup>a alors que pour une école technique, il pourrait être réduit de 440 à 400 MJ/m<sup>2</sup>a.

L'étude montre également qu'il serait sans difficultés possible de quintupler la consommation de bois de feu, énergie indigène disponible en quantité dans la commune, sans tenir compte des 1100 mètres cubes de copeaux produits par une usine et actuellement inutilisés. Si chaque habitant disposait en moyenne d'un mètre carré de capteurs solaires et si le bois était mieux utilisé, la consommation des énergies classiques pourrait être diminuée de 8%.

L'étude devrait se poursuivre par une analyse plus détaillée de l'infrastructure énergétique ainsi que d'une centaine de bâtiments. ■

Source: *Courrier de l'antigaspillage* (OFEN, 3003 Berne).

## MÉDIAS

Dans «Raison d'agir», signé au nom d'Ordre et Tradition par Marcel Regamey, Victor de Gautard, et Alphonse Morel en tête de la première édition de *La Nation*, en janvier 1931, nous trouvons une allusion aux six quotidiens qui paraissaient alors à Lausanne. Citons le passage: *Mais est-il besoin de faire remarquer que parmi les nombreuses feuilles politiques qui se disputent une maigre clientèle, il n'y en a aucune qui ne soit liée à un parti. «La Gazette» est libérale, «La Revue» radicale, «Le Droit du Peuple» socialiste, «Le Pays vaudois» agrarien tandis que «La Feuille d'Avis» et «La Tribune de Lausanne» (maintenant «24 Heures» et «Le Matin» — réd) transmettent le mot d'ordre radical avec autant plus d'habileté qu'elles y mettent plus de discréption.*

Seuls les deux derniers quotidiens subsisteront cet automne. Sans autre commentaire.

Echo émission économique de la télévision romande a disparu. L'économie ne s'est pas battue pour la maintenir. En revanche, en Suisse alémanique, elle s'est mobilisée contre la suppression du magazine économique télévisé *Netto* et a obtenu son maintien.